



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-13  
Séance du 25 mars 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, les vingt-cinq mars à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Briane Castellon, Hubert, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala  
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell

**Absents ayant donné procuration :** M. Aldon pouvoir à M. Perez, M. Deyrat pouvoir à M. Huber, Mme Vilaplana pouvoir à Mme Pervent

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Romane Palau

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 19

**Absents :** 1

**Procurations :** 3

**Votants :** 22

**Date de convocation et affichage**

19 mars 2021

**Objet :** Modalités de réalisation des heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnisations

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui rappelle à l'assemblée que par délibération du 03 février 2004 réformant le régime indemnitaire, la commune de Lavérune a instauré l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS) et défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires ainsi que les cadres d'emploi pouvant bénéficier des IHTS. Les délibérations du 10 février 2009, du 19 décembre 2014, du 18 janvier 2016 et du 17 juillet 2017 ont modifié la liste des indemnités par grade et cadre d'emploi.

Compte tenu de l'évolution de l'activité des services, il convient de définir plus précisément le cadre et les modalités de réalisation des heures supplémentaires ainsi que la mise en œuvre de leur compensation et indemnisation. Pour ce faire, M. Sylvain CASTELLON informe le conseil municipal que le comité technique paritaire a été saisi afin d'obtenir un avis de principe.

Les conditions d'exercice des heures supplémentaires, ainsi que les compensations ou indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit, sont définies à la fois par le Code général des collectivités territoriales, les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ainsi que leurs décrets d'application.

En application de ces textes et notamment de l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites réglementaires, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

En effet, le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires sachant que sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectives réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Cependant la réalisation d'heures supplémentaires doit respecter les dispositions de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat transposable à la fonction publique territoriale. Il est donc rappelé les garanties minimales suivantes en matière d'organisation du travail :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives ;
- le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures ;
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures ;
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures ;
- le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

En application des articles 3 et 7 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés est effectuée dans la limite des dispositions précisées par la circulaire du 11 octobre 2002, relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale. A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies peuvent être indemnisées (IHTS). Le repos compensateur et l'indemnisation sont exclusifs l'un de l'autre.

Les IHTS peuvent être versées uniquement aux fonctionnaires de catégorie B et C, ainsi qu'à des agents contractuels de droit public de même niveau, dès lors que les travaux ont été réalisés à la demande de la collectivité, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent. Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe alors immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont fixées selon les modalités suivantes en fonction du temps de travail effectif de l'agent. Ainsi pour les agents à temps complet, la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1 820. En application des articles 7 et 8 du décret n°2002-60 précité, le taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes. En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit et de 66 % (2/3) lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui occupent un emploi à temps partiel ou à temps non complet, ils peuvent être rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement, sans majoration, tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35h), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont cumulables avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (*RIFSEEP*), l'indemnité d'administration et de technicité (*IAT*), et les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (*IFTS*).

M. Sylvain CASTELLON propose à l'assemblée que la compensation des heures supplémentaires soit préférentiellement réalisée sous la forme d'un repos compensateur.

Toutefois, pour garantir le bon fonctionnement des services contraints par des taux minimum d'encadrement, il est également proposé que :

- au sein de la crèche municipale, les heures supplémentaires effectuées à la demande de la direction de la crèche pour pallier une absence ou un événement exceptionnel, pourront être par exception rémunérées sous forme d'IHTS, lorsque la compensation sous la forme d'un repos compensateur ne permettrait pas le maintien des taux d'encadrement.
- au sein du service d'accueil de loisirs municipal, les heures supplémentaires effectuées par les animateurs encadrant les groupes d'enfants, sur le temps périscolaire, le temps de vacances scolaires ainsi que le temps scolaire pour garantir le service minimum d'accueil, seront systématiquement rémunérées :
  - o sous forme d'heures complémentaires (sans majoration) puis d'IHTS au-delà de la durée légale du travail pour les agents exerçant à temps non complet ou à temps partiel.
  - o sous forme d'IHTS pour les agents exerçant à temps complet.

De plus, pour l'ensemble des services, une indemnité horaire pour travaux supplémentaires pourra être octroyée :

- lors de la tenue des élections,
- lors de la gestion des intempéries ou catastrophes naturelles,
- lors d'un accroissement temporaire d'activité lié à un projet ponctuel.

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif contrôlé et validé par le chef de service.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sera effectué après déclaration par l'autorité territoriale ou le chef de service des heures supplémentaires réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle. Le décompte validé par le chef de service ou le maire sera transmis à la trésorerie pour justifier la dépense.

Peuvent être bénéficiaires de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires, selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, les agents relevant des grades et cadres d'emplois suivants :

FILIERE	CADRE D'EMPLOI
Filière administrative	Rédacteurs territoriaux (B) – tous grades
	Adjoints administratifs territoriaux (C) – tous grades
Filière technique	Techniciens territoriaux (B) – tous grades
	Agents de maîtrise territoriaux (C) – tous grades
	Adjoints techniques territoriaux (C) – tous grades
Filière sociale	Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (C) – tous grades
Filière médico-sociale	Auxiliaires territoriaux de puériculture (C) – tous grades
Filière animation	Animateurs territoriaux (B) – tous grades
	Adjoints d'animation territoriaux (C) – tous grades
Filière culturelle	Adjoints territoriaux du patrimoine (C) – tous grades
Filière police	Agents de police municipale (C) – tous grades
	Chef de service de police municipale (B) – tous grades



Le conseil municipal sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité des suffrages exprimés (voix pour 20, voix contre 0, abstention : 2) :

- adopte la proposition présentée,
- dit que ces dispositions concernant les IHTS viennent modifier les dispositions concernant les IHTS prévues par les délibérations du 03 février 2004, du 10 février 2009, du 19 décembre 2014, du 18 janvier 2016 et du 17 juillet 2017,
- dit que les indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire,
- inscrit au budget les crédits correspondants,
- autorise M. le maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Lavérune le 25 mars 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire

